INTERVENTION COMMUNISTE

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

N° 157 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Mars
Avril 2020



Nous voici donc au centre de l'épidémie de Covid19, isolés par un confinement généralisé. L'Italie est ravagée par la pandémie. Un tiers de l'humanité, fin mars, est confinée. Du jamais vu !

Mais en même temps, rien ne serait plus faux que de réduire cette situation à l'apparition d'un nouveau virus mortel. La pandémie a, en effet, mis au jour la profondeur de la crise du capitalisme qui se prépare. L'explosion virale a eu pour cadre ce qu'on a appelé la mondialisation impérialiste, qui a accompagné la contre-révolution en URSS et en Europe de l'Est, et qui s'est développée dans les lieux de concentration de la production, de la consommation et des échanges, que sont la Chine (où la main-d'œuvre est bon marché...), l'UE et les Etats-Unis.

Du coup, la politique unilatéraliste de Trump a reçu le soutien de ses pairs : c'est à qui veut profiter de l'occasion pour financer ses monopoles, accentuant la crise de l'UE. Cette dernière craque sous les contradictions. Le financement public ouvert de l'entreprise capitaliste est de nouveau à l'ordre du jour, le gouvernement français allant jusqu'à évoquer la possibilité de « nationalisations » (des pertes, puis on reprivatisera les profits...). Les sommes mises à la disposition du capital – et ne soyons pas naïfs, c'est le grand capital qui en bénéficiera... – sont extraordinaires, tandis que, dans tous les grands pays capitalistes, la santé publique est dans un état de ruine que les grands mouvements revendicatifs en France ont souligné jusqu'à la veille de la pandémie. Macron promet d'investir dans l'hôpital (public ?) après la crise ; demain on rase gratis ! Et significativement, si le chômage partiel est pris en charge par l'Etat, que les patrons voient leurs charges fiscales à nouveau réduites, et qu'il leur est promis qu'ils n'auront pas de pertes, les salariés mis au chômage partiel, eux, ne toucheront que 80% de leur salaire, tandis que le droit du travail est de nouveau attaqué (obligation de prendre une partie des congés payés sur décision des patrons pendant le confinement, remise en cause des 35 heures, semaine à 60h possible…).
Les décisions prises sont des décisions de classe.

Aussi faut-il rejeter toute Union Sacrée avec le pouvoir, et ne pas le lâcher. Le mécontentement est à son comble : n'oublions pas que le pays vient de vivre une période de lutte de classe intense autour de la contre-réforme des retraites, que le gouvernement s'est déconsidéré en recourant au 49/3 pour gagner du temps.

Mais la réalité, c'est qu'en annonçant les mesures de confinement, Macron a aussi annoncé le gel des contre-réformes en cours ! Il faut dire qu'entre temps, la majorité présidentielle s'est pris une claque majeure au premier tour des municipales, arrivant en troisième position là où souvent on l'attendait en tête ! Bien sûr que Covid19 a joué dans le taux record d'abstention, mais force est de constater qu'il a moins joué pour les autres forces politiques ; ce que souligne le phénomène de la « prime au sortant ». Finalement, après avoir renoncé à suspendre le premier tour des municipales, le gouvernement a reporté le second tour. Mais le confinement n'est pas neutre. Il a été instauré avec retard, car une partie de la bourgeoisie est contre (comme Trump), ayant peur de ses effets sur la crise.

Une fois adoptée, la mesure dévoile ses limites : les cadres et les travailleurs qualifiés « bénéficient » du télétravail (ce dont le patronat rêvait), mais les ouvriers dans l'industrie, les employés de commerce, les travailleurs des transports, etc. se retrouvent soit au chômage partiel, soit, pour beaucoup d'entre eux, contraints de travailler sans protection suffisante pour leur santé, et … sans cadres présents sur place.

D'autre part, les coups portés au système de santé depuis la fin du siècle dernier par l'ensemble des forces politiques de la bourgeoisie, avec le soutien de l'UE, se font jour : manque de masques, de gel, d'appareils respiratoires, de lits, de personnels... En fait, quand l'épidémie a été annoncée, l'appareil administratif de la santé, dont la politique se caractérise depuis des décennies par ses attaques contre le secteur de santé (hôpital public et personnels de santé), cet appareil et le gouvernement se sont révélés incapables d'anticiper les besoins. On préférait critiquer la Chine, cherchant quelle crise les mesures prises par le gouvernement chinois allaient déclencher dans sa population ! Le capitalisme chinois était accusé de déclencher la crise économique. On le voit bien aujourd'hui, quel que soit le type de politiques que les bourgeoisies mettent en œuvre, toutes débouchent sur l'aggravation de la crise.

Par ailleurs, dans l'UE, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, la gestion de la crise sanitaire est à tout le moins défectueuse : manque de planification, retard sur les mesures de confinement, mesures contradictoires, sans oublier ce que nous avons vu plus haut sur le caractère de classe des mesures prises.

Face à cela, comment ne pas saluer la politique de Cuba, qui non seulement a pris les mesures qui s'imposaient pour protéger sa population, mais a mis en œuvre une politique de recherche d'un vaccin, et apporté sa solidarité en envoyant des médecins là où on le lui demandait : au Venezuela bien sûr, mais aussi en Italie, une des grandes puissances impérialistes, membre de l'UE, dont la politique anticubaine est largement alignée (avec des nuances) sur celle des Etats-Unis , et dans les DOM-TOM (La France incapable d'envoyer de métropole le personnel médical nécessaire à la santé de ses propres citoyens d'Outre-Mer ?!). L'Italie qui, par contre, n'a à aucun moment reçu une quelconque solidarité de l'UE, mais s'est fait voler du matériel chinois par la République Tchèque ! Oui, le socialisme a fait de Cuba une grande puissance de la solidarité que nous saluons.

Nous allons affronter des jours difficiles, car le capital va tenter de reprendre l'initiative en profitant de la tendance des directions syndicales à la collaboration de classe au nom de la lutte contre le Covid19.

Retraites, défense du service public hospitalier (et un plan d'urgence à la hauteur des besoins, car de l'argent il y en a, quand il s'agit d'aider la bourgeoisie...), augmentation de nos salaires, retrait des lois scélérates de ces dernières années... Il faut se préparer dès maintenant.

SOMMAIRE

SOMMAIRE :
P. 2 : Chronique d'une catastrophe annoncée... / Dictature médiatique / Solidarité Cuba
P. 3 : La classe ouvrière en tête !
P. 4 : Télétravail / Répression
P. 5 : Municipales / Crise politique aux Etats-Unis
P. 6 : Turquie, OTAN, UE : Non aux agressions impérialistes !
P. 7 : Centenaire du Congrès de Tours : suite de l'intervention de Paul Vaillant-Couturier
P. 8 : 150ème anniversaire de la naissance de Lénine

Chronique d'une catastrophe annoncée...

C'est officiel : Emmanuel Macron est « en guerre » contre le COVID 19. Lors de son allocution télévisée du 16 mars 2020, il l'a martelé fermement, avant d'annoncer un confinement de 15 jours, qui a été prolongé le 31 mars. La situation de crise sanitaire que nous vivons est l'aboutissement d'une politique menée depuis plus de 30 ans par les gouvernements successifs. Avec La République En Marche, c'est surtout « Le Cynisme En Marche »...

Tout d'abord, il salue les « *soignants [qui] se battent pour sauver des vies, avec dévouement, avec force* », alors que ceux-ci dénonçaient depuis des mois voire des années le manque de moyens, de matériels, de personnels, la fermeture de lits d'hôpitaux et la fermeture de petits établissements hospitaliers ; depuis plus de 30 ans, les gouvernements successifs ont cassé le service public de la santé et de l'hôpital : autonomie administrative et financière imposée à l'hôpital public, logique de rentabilité à tout prix, introduction du management issu du secteur privé, adoption du mode de tarification à l'activité (T2A) en 2004, fermetures de petites maternités, compression des personnels soignants et réduction excessive de la durée d'hospitalisation sous prétexte des soins ambulatoires. Cette situation catastrophique ne pouvait qu'impacter la gestion de cette pandémie, car le service public de la santé et de l'hôpital manque de matériel pour protéger les personnels soignants (masques FFP2, tests de dépistage et blouses imperméables notamment) et ces derniers sont envoyés en première ligne par le gouvernement. Dans leur lettre collective, les 1200 chefs de service et responsables hospitaliers, démissionnaires en janvier dernier, déclaraient que cette casse de l'hôpital public « *coûterait beaucoup plus cher à la société que l'investissement massif qui doit être réalisé.* » Rien de plus vrai aujourd'hui. Avec La République En Marche, c'est La Casse des Services publics En Marche...

Dans ses propos, Emmanuel Macron a renvoyé la gestion de cette crise uniquement au comportement individuel de chacun. Comment le confinement peut-il bien se passer pour toutes les personnes , pour les masses populaires mal logées et vivant dans la précarité ? Ceux qui s'entassent à plusieurs dans un petit logement ? Ceux qui vivent dans un logement insalubre ? Avec La République En Marche, ce sont Les Inégalités En Marche...

Emmanuel Macron et le gouvernement Philippe ont eu beau appeler à « *l'union nationale* », cette dernière est morte-née, car aussitôt proclamé, le projet de loi instaurant « l'état d'urgence sanitaire » a suscité de vives critiques malgré son adoption par l'Assemblée nationale : Cette loi scélérate ouvre un régime d'exception sans date limite, dans laquelle l'employeur peut imposer unilatéralement sans préavis une semaine de congés payés, des RTT, et passer la durée légale du travail de 35h à 60h hebdomadaires, tout en remettant en cause le repos dominical dans des secteurs dits « stratégiques. » Et le MEDEF d'applaudir, par la voix de son Président qui affirme : « *Face à une crise sans précédent […]. Nos vieux tabous doivent tomber car l'urgence sanitaire est la priorité.* » Ceux qui appellent à « l'union nationale » aujourd'hui représentent les forces sociales qui ont organisé la casse des services publics, la casse du Code du travail, des conditions de travail et de vie de millions de travailleurs, et semé la guerre et la terreur de par le monde pour l'accroissement des profits.
Par ailleurs, on ne peut que dénoncer la signature, le 19 mars, par la Direction de la CGT, d'une « *déclaration commune des organisations syndicales et patronales représentatives* » prétendant que « *le dialogue social* » et « *la négociation collective* » permettraient de « *mettre en œuvre tous les moyens indispensables à la protection de la santé et de la sécurité des salariés devant travailler.* » Cette déclaration a été à juste titre considérée par de nombreuses structures militantes de la CGT comme un coup de poignard dans le dos des travailleurs : non seulement le grand capital compte bien leur faire payer



les conséquences catastrophiques de la crise générée, mais chaque jour montre que les patrons obligent les gens à travailler sans se préoccuper de mettre en place les mesures de protection, pour que les marges continuent de tomber (voir notre article à ce sujet, intitulé « *La classe ouvrière en tête !* »)! Par ailleurs, cette loi s'en prend directement aux libertés démocratiques, qui pourront être réduites par simples décrets. Avec La République En Marche, c'est La Casse sociale et démocratique En Marche...

Ajoutons à cela les révélations d'Agnès Buzyn, exministre de la santé dans le gouvernement Philippe et tête de liste LREM pour les élections municipales à Paris, affirmant, dans Le Monde : « *Le 30 janvier, j'ai averti Edouard Philippe que les élections ne pourraient sans doute pas se tenir. Depuis le début je ne pensais qu'à une seule chose : au coronavirus. On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade.* » ; révélations qui ont suscité un tollé dans le milieu sanitaire, l'avocat du Collectif C19 (qui a saisi la Cour de Justice de la République), Fabrice Di Vizio, dénonçant un « *gouvernement de menteurs* » et posant la question de la pénurie des tests de dépistage et des masques de protection FFP2. Avec La République En Marche, c'est Le Mensonge En Marche...

Enfin, avec La République En Marche, c'est plus que jamais La Catastrophe du Capitalisme En Marche... Car la pandémie du COVID 19 et ses conséquences catastrophiques montrent à quel point le capitalisme mène le pays dans l'impasse :
- D'une part, la mondialisation capitaliste a rendu les économies si dépendantes et si fragilisées que les pays ne parviennent plus à produire les instruments de lutte contre l'épidémie. Cette politique menée sous la houlette du grand capital n'a été faite que pour accroître les revenus de la bourgeoisie monopoliste.
- D'autre part, une nouvelle crise économique, plus violente que celle de 2008, était à venir, la pandémie actuelle a joué le rôle de catalyseur et la bourgeoisie monopoliste veut faire payer aux travailleurs les pots cassés par une offensive de classe plus violente contre les conquêtes sociales et les libertés démocratiques. La crise du capitalisme s'aggrave avec des périodes de relance économique toujours plus réduites et la nécessité de pressurer les travailleurs en les exploitant davantage.

Un choix politique alternatif n'est possible qu'avec le renversement révolutionnaire du capitalisme et l'édification du socialisme-communisme.
C'est-à-dire une société dans laquelle le peuple travailleur sous la direction du prolétariat ayant renversé le capitalisme aura établi sa dictature de classe contre les exploiteurs, socialisé les moyens de production et d'échange et mis en place une planification centralisée et démocratique de la production pour répondre aux besoins des populations et des territoires.

Vicken

Cuba et le Covid-19 : vive la solidarité internationaliste !

Nous avons tous vu, peut-être avec étonnement, comment des médecins cubains sont venus en aide au peuple italien durement frappé par l'épidémie de Covid-19.
Ce "petit" pays, grâce à son système politique issu d'une révolution populaire, est en effet un modèle en matière de santé publique ; mais il subit aussi un blocus états-unien, qui gêne considérablement son approvisionnement en médicaments et matériel médical.
C'est pourquoi une campagne d'aide d'urgence a été initiée par les organisations de solidarité en Europe, en lien avec MediCuba Europe et le ministère de la santé cubaine.
Le PCRF soutient cette campagne et appelle à s'y associer, sous la forme de dons et/ou de relais de cet appel, au lien suivant : https://www.helloasso.com/associations/resistance-et-solidarite/collectes/cuba-vs-covid-19



Une dictature médiatique qui se renforce

Depuis la première intervention télévisée de Macron le 12 mars dernier, l'ensemble des média ne traitent plus que de l'épidémie de coronavirus qui sévit actuellement.

Quasiment aucune autre information n'est traitée (sauf s'il s'agit d'un attentat terroriste ou d'un fait divers accrocheur). Les média ont participé à créer une atmosphère d'apocalypse qui occulte tous les autres événements, en France comme dans le monde. Chaque jour, le décompte des morts et les injonctions contradictoires attisent l'angoisse des spectateurs et provoquent une paralysie intellectuelle généralisée. Le monde fait face à la « *plus grave crise sanitaire depuis un siècle* » a dit Macron, et face au chaos qui nous guette tous, il faudrait s'unir pour gagner la guerre. Mais quel est le danger ? En France, comme dans tous les pays qui ont vu leurs capacités hospitalières saccagées par les politiques d'austérité au profit du grand Capital et la destruction des services publics le risque que fait encourir la maladie est bien aussi de mourir faute de soins. Ce sont bien Macron et ses prédécesseurs au service de la bourgeoisie (qui possède entre autres les médias), qui ont créé cette situation dans les hôpitaux.
Rappelons qu'en France, quelques capitalistes « *contrôlent l'essentiel des moyens privés de production de l'information écrite, télévisuelle et radiophonique (ainsi que leurs sites internet)* » [1]. On ne va donc pas s'étonner d'un tel traitement médiatique du coronavirus, dont l'objectif ne sera que de façonner le consentement des travailleurs à la politique du Capital.
Alors que les média s'efforcent d'empêcher le développement de la conscience de classe parmi les travailleurs, le gouvernement s'emploie à briser leurs dernières défenses légales. Avec l'instauration de « l'état d'urgence sanitaire », c'est une politique autoritaire qui se met en place, en s'appuyant sur une dictature médiatique qui muselle toute critique du pouvoir en place.

Gregory BREDINS

[1]https://www.acrimed.org/A-qui-appartiennent-les-medias-mag-electronique.

La classe ouvrière en tête !

La crise sanitaire a surgi et la classe ouvrière, longtemps oubliée, se retrouve projetée sur le devant de la scène comme le nez au milieu de la figure.

D'abord au regard de la contradiction principale entre un gouvernement qui annonce un confinement obligatoire et salutaire, et les ouvriers et employés qui continuent de se rendre au travail. Les industries aéronautique, militaire, navale, automobile, etc. sont poussées à produire…Tout le monde commence à comprendre que sur la question du maintien au travail de salariés dont la production n'est pas de première nécessité en la période, les capitalistes et le gouvernement, privilégient le profit et la guerre et non la santé publique. Et ces injustices de classe sont décuplées quand on rentre dans les ateliers, les entrepôts ou les bureaux ! Pour les salariés qui travaillent, ils le font le plus souvent en l'absence physique des contremaîtres ou des cadres dirigeants qui restent chez eux... Les travailleurs se retrouvent devant des situations de mises en danger épidémique et continuent d'être exploités. Dans cette entreprise de vêtements pour enfants à l'enseigne bien connue, le plus important



est de faire partir rapidement les colis, sans masques, sans gel hydroalcoolique sans désinfection des chariots, la seule consigne des chefs d'emballage absents est d'attendre que le chariot élévateur sorte de l'allée pour y rentrer… Des témoignages nombreux remontent d'entreprises qui cachent à leurs salariés les cas de contamination ou qui n'ont cure de personnels ayant des proches fragiles ou en très bas âge. Les ventes doivent se faire coûte que coûte ! Chez Amazon France, les salariés se mobilisent contre des conditions de sécurité insuffisantes et mal appliquées, à Saran (Loiret), Lauwin-Planque (Nord), Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), à Montélimar (Drôme) … Dans les médias, le gouvernement a préconisé un temps de ne pas côtoyer plus de cinq personnes hors de son cercle familial... L'élu CGT de Saran renchérit : « *Les consignes contre le coronavirus ne sont pas respectées sur le site : on manque de gel hydroalcoolique, les gens ne peuvent se tenir à un mètre les uns des autres quand ils badgent ou à la cantine, on nous demande de tenir des rampes en métal que tout le monde touche* ». L'entreprise a conseillé le télétravail à tous ses salariés dont l'activité permet de rester chez soi. Ce qui est le cas des cadres ou des secrétaires, mais pas des nombreux travailleurs des entrepôts, chargés de la logistique des colis vendus en ligne. De plus, « *Amazon joue avec notre santé en continuant d'intégrer des intérimaires dans un contexte où la promiscuité est à proscrire* », rétorque l'intersyndicale de Saran. A Lauwin-Planque, 300 employés temporaires ont été intégrés en trois jours. Et, au total, 3 000 personnes travaillent aujourd'hui sur le site, qui compte 1 743 employés à plein-temps. L'activité est inférieure au gros pic de Noël (jusqu'à 5 000 employés) mais supérieure à la moyenne (autour de 2 500), explique encore le délégué CGT. « *La hausse de salaire temporaire de deux euros par heure, c'est comme un bonbon donné à un enfant pour qu'il reste sage* », critique encore l'élu. Pour faire pression sur la direction, plus d'une centaine d'employés ont exercé leur droit de retrait, estimant que le coronavirus les met en danger sur leur lieu de travail. « *Mais la direction met la pression sur les employés, qui ont peur de perdre leur job s'ils demandent à exercer leur droit de retrait* », selon un élu SUD. Plusieurs employés dénoncent encore une injustice par rapport aux cadres qui télétravaillent : *« Nous, simples petits ouvriers, avons juste le droit d'être confrontés à notre cher petit virus et de potentiellement le transmettre à nos proches et tout ça, avec le sourire »,* ironise le tract de Saran.

Dans le même temps, là où l'exploitation capitaliste suit son cours pour certains, intérimaires, CDD et autres se retrouvent non pas confinés, mais purement et simplement renvoyés, licenciés, non-reconduits, sans autre motif que la cessation de l'activité. Tandis que la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production, loi économique du capitalisme, ne peut pas s'arrêter, des petits propriétaires sont ruinés, des entreprises, des sous-traitants ferment, d'autres gagnent des parts de marché. Autre secteur qui continue à profiter et augmente ses marges, c'est celui de la grande distribution, que ce soit dans les Drive ou les magasins, les salariés y sont mis en danger. Les collègues syndiqués reçoivent des appels d'hôtesses de caisse paniquées. Certaines demandent si elles peuvent exercer leur droit de retrait, en raison des risques encourus et la direction de Carrefour par exemple a fait savoir qu'elle contesterait systématiquement ; de ce fait, les employées ont peur des représailles. Partout, des travailleurs se mobilisent contre des conditions de sécurité jugées insuffisantes et mal appliquées par l'organisation capitaliste. Malgré la campagne pour une soi-disante « Union sacrée » contre la maladie, certains appellent à la grève, d'autres veulent exercer leur droit de retrait face à la réalité de l'épidémie. *« Quand on trie le courrier, qu'on doit faire un avis de réception, on ne peut pas respecter des distances de sécurité »,* explique un postier. Et les postiers comme les facteurs travaillent sans matériel de protection, ni gel hydroalcoolique, ni masque, rien. Pourtant, qu'ils distribuent le courrier ou qu'ils soient au guichet, ils sont en contact avec le public.

Dans les Hauts de Seine par exemple, jusqu'à un tiers des postiers et facteurs avaient exercé leur droit de retrait. Les usagers se sont retrouvés concentrés sur quelques-uns des sites restés ouverts à l'accueil, les files d'attente se sont allongées, tout comme se sont accrues les possibilités de transmission du virus sans que la direction de la poste en tire plus de conséquences. Par ailleurs, dans le secteur financier de la Poste comme dans le secteur bancaire en général, les dirigeants ou les chefs d'agence profitent cyniquement de la situation, et demandent de développer les ventes de conventions obsèques… ou de proposer aux clients des actions boursières puisque le CAC 40 s'est effondré…, toutes activités inutiles en ce moment. Chronopost est aussi un exemple de la continuité de l'activité à tout prix pour les profits et un exemple de ce à quoi sont confrontés les ouvriers des entrepôts. Sur Montpellier, les travailleurs et les sous-traitants du transporteur manifestent devant les grilles. Un seul lavabo dans tout l'entrepôt et sans savon pour les mains ! Aucune organisation du travail et aucun matériel sécurisant la manutention et l'infection des colis alors que plusieurs salariés sont suspectés Covid 19 ! Comme partout, des ouvriers et employés livrés à eux-mêmes, obligés de prendre l'organisation du travail à leur compte contre l'incurie des contremaîtres, chefs de service ou dirigeants. Preuve s'il en est que les prolétaires n'ont pas besoin des capitalistes et de leurs commis pour produire.



À l'heure où chacun doit rester chez soi pour une durée indéterminée, nous ne pouvons pas oublier que la classe ouvrière, notamment privée d'emploi ou précarisée, est mal logée et plus exposée à des problèmes de santé. Les effets du mal-logement sont démultipliés en période de confinement. Pour les familles qui vivent en situation de surpeuplement ou en habitat indigne, rester des semaines enfermées est lourd de conséquences. Le surpeuplement a des effets avérés sur le développement des petits enfants et sur la réussite scolaire des plus grands. Dans l'habitat insalubre, le manque d'aération et l'humidité entraînent des maladies respiratoires. Les risques domestiques, déjà nombreux dans ces logements, sont eux aussi amenés à se démultiplier. Le mal-logement prolongé met aussi à rude épreuve l'équilibre psychologique des habitants. Et ce n'est pas la condescendance de classe d'un Macron qui prône d'en profiter pour « lire et prendre du recul, réfléchir » qui apportera des solutions immédiates !

Les monopoles jouent sur tous les tableaux pour maintenir ou augmenter leurs bénéfices. Dans les entreprises où le chiffre d'affaire augmente fortement en raison de la pandémie du Coronavirus, comme dans les supermarchés, ils forcent les travailleurs à intensifier leur travail, à se voir refuser des congés et des jours de repos. Dans les entreprises où le chiffre d'affaires a baissé du fait de la pandémie, les licenciements sont prononcés, les contrats précaires terminés, les horaires de travail flexibles généralisés et les travailleurs contraints à des congés obligatoires. Des entreprises ont annoncé des reports d'augmentations salariales collectives et individuelles pourtant déjà actées sur les résultats 2019, d'autres restreignent les droits et libertés syndicales. Dans la compétition internationale capitaliste, aucun monopole ne peut renoncer à ses positions car si on travaille en France, c'est parce qu'on travaille dans d'autres pays ! Et comme on dit couramment, les impérialistes n'ont jamais fait cas des pertes de vies humaines dans leurs guerres, ils n'en feront pas plus face à une pandémie. Pire, ils prennent déjà prétexte de la pandémie pour expliquer un nouveau rebond de la crise du capitalisme… qu'ils vont devoir faire payer au peuple-travailleur. Aux Pays-Bas et aux Etats-Unis par exemple, des fonds de pension de retraite capitalisés imposés aux travailleurs ont prévu des baisses importantes des montants versés…

Enfin les monopoles renforcent la subordination des Etats : en France, Philippe fait passer une loi sur « l'état d'urgence sanitaire » avec, à travers 25 ordonnances, des mesures anti-travailleurs sur les congés, le temps de travail, le repos, les rémunérations. « *On ne va pas arrêter la France, notre pays est solide, la vie ne s'arrêtera pas* », assurait encore le 5 mars 2020 Sibeth Ndiaye sur LCI. Macron a annoncé 45 milliards immédiatement pour les entreprises et 300 milliards en tout, la BCE (la banque centrale européenne) 750 Milliards. L'ensemble n'empêche pas les monopoles de spéculer dramatiquement sur les prix de produits de premières nécessités ni sur l'organisation de nouveaux trafics. L'enjeu de classe qui se profile dès aujourd'hui est, qui va payer ? Les monopoles capitalistes et la grande bourgeoisie ou le peuple-travailleur et la classe ouvrière ? Un front de lutte doit se préparer à aller piocher dans les caisses de guerre des grandes entreprises et des oligarchies financières, les trésoreries des monopoles comme celles bien remplies des caisses d'intempéries des géants du BTP par exemple !

Sur la gestion de la crise du Covid 19 et des hôpitaux, des scandales politiques, sanitaires et financiers ne vont sans doute pas manquer de se révéler ; l'ensemble doit nous aider à la préparation d'une contre-offensive générale. Une fois de plus, la classe ouvrière est sur le devant de la scène malgré l'idéologie dominante qui pérore sur sa disparition. Les ouvriers de la logistique, du commerce, de l'agroalimentaire, de l'énergie, des industries chimiques (pharmaceutiques...), des transports, de la métallurgie, du bâtiment, du nettoyage, des égouts et du traitement des déchets, les ouvriers agricoles, ceux qui fabriquent les masques, le matériel médical, … la classe ouvrière montre qu'elle est la classe qui produit les biens matériels et sociaux indispensables à la société. Le capitalisme confère au processus de production un caractère qui mine par là-même sa propre base ; car la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production ! Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société et sont entrés en contradiction insolubles avec elles, provoquant toutes les crises. Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production (et d'échanges) par la propriété socialiste, sociale de tous les travailleurs. Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploiteurs et exploités est le caractère essentiel du capitalisme-impérialisme et que la classe ouvrière doit jouer son rôle historique dirigeant sur la scène de l'humanité et la libérer définitivement de ses chaînes. Pour mener cette lutte politique, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et du prolétariat doivent rejoindre notre Parti Communiste Révolutionnaire de France.

Pierre KOMOROV



Télétravail : un nouvel outil pour l'exploitation patronale...



Le développement de l'épidémie et les mesures de confinement ont conduit bon nombre de travailleurs à pratiquer le « télétravail », à savoir l'utilisation à domicile des nouvelles technologies pour poursuivre leur activité professionnelle.
C'est l'occasion pour nous, communistes, de se pencher sur cette modalité particulière de travail, qui s'est développée depuis le début de notre siècle, et qui, comme les formes traditionnelles de travail, n'échappe pas à l'objectif fondamental du système capitaliste : exploiter davantage pour accumuler davantage de profits.

Le télétravail en quelques chiffres

Une étude réalisée en 2019 par la DARES (Direction animation recherche études statistiques) montre que la proportion de « télétravailleurs » atteint désormais 29% de l'effectif des entreprises de plus de dix salariés, soit 5,2 millions de personnes. Parmi eux, 51% sont des cadres, et la plupart travaillent dans le secteur des services, de l'information et de la communication, non pas tous les jours, mais en moyenne 7 jours par mois.
Le télétravail est pratiqué depuis le domicile du salarié dans 47% des cas. Dans 23% des cas, il a lieu depuis des espaces de travail partagé. 22% le pratiquent enfin depuis des bureaux satellites de l'entreprise.
On apprend par ailleurs que 21% de ces salarié-e-s travaillent chez eux sans cadre légal, et que seuls 9 % des télétravailleurs bénéficient d'une charte ou d'un avenant à leur contrat de travail ; ce qui prouve le caractère fondamentalement « a-normal » de ce mode de travail par rapport aux acquis du droit du travail.

Les « avantages » selon les salarié-e-s et... selon les patrons

Du côté des travailleurs, les deux raisons dominantes, pour accepter le télétravail, sont liées aux conditions de transport (réduire le temps passé pour se déplacer entre le domicile et le lieu de travail - ce n'est pas un hasard si un quart des télétravailleurs sont des Franciliens... -) et à la situation familiale (familles monoparentales ou couple avec enfant(s) en bas âge). On le voit, ces raisons sont extérieures à l'activité professionnelle elle-même, et justifieraient pleinement le développement des transports en commun, des crèches, et des lieux de travail de proximité, mais en régime capitaliste, c'est évidemment le contraire qui se produit...
Du côté des patrons, la liste des avantages est longue, et il suffit de consulter le site de « Bercy-Infos » qui en fait la publicité, pour comprendre, sans commentaire supplémentaire, le lien étroit entre ces « avantages » et le surcroît d'exploitation et de survaleur autorisé par le télétravail ; nous citons ci-dessous quelques exemples de ces « avantages » pour l'employeur :
« - *Le code du travail ne fixe aucun critère ou condition particulière pour déterminer la possibilité ou l'opportunité de mettre en œuvre le télétravail*... »
... et depuis les ordonnances de 2017 (Loi Travail aggravée par le gouvernement Macron/Philippe), « *il n'est plus nécessaire de modifier le contrat de travail pour permettre à un salarié de télétravailler.* » puisque « *un simple accord entre l'employeur et le salarié, par tout moyen (accord oral, courriel, courrier…)* » suffit...
- « *le télétravail permet d'accroître la production et la productivité, de l'ordre de 5 à 30%, de réaliser des économies d'échelle sur les locaux et les dépenses courantes, de faire baisser l'absentéisme et le turn-over (rotation du personnel dans l'entreprise)*... »

Les dangers du télétravail pour le travailleur dans sa vie personnelle et dans le cadre des rapports sociaux

Les méfaits produits par le télétravail sur la vie et la santé des salarié-e-s découlent en partie des éléments exposés ci-dessus :
- d'abord l'empiètement sur la vie personnelle est fortement ressenti, les horaires étant allongés et moins stables ; et cela, dans une moindre mesure, même quand un accord collectif encadre ces conditions au niveau de l'établissement ; ce qui, on l'a vu, est très minoritaire.
- le sentiment « d'insécurité économique », lié aux changements d'organisation dans l'entreprise et à la distance renforcée entre le/la salariée et ses collègues, ce sentiment génère un niveau de stress élevé et un risque dépressif, exprimés par plus de 40% des télétravailleurs interrogés. Et ce risque augmente fortement si le nombre de jours de travail passés en télétravail excède 2 jours par semaine.

Télétravail et confinement : une opportunité vers une déréglementation accrue du droit du travail ?

D'un point de vue social, le télétravail, tel qu'il se généralise à la faveur du confinement, soulève bien des questions et inquiétudes pour l'avenir immédiat et plus lointain de notre société : effacement trompeur de la dimension socialisée du travail, clivage accentué entre salarié-e-s "sur le terrain" et les autres, flicage renforcé des tâches accomplies, avec la pression patronale qui en découle, droit du travail remis en cause (et la récente loi dite "d'état d'urgence sanitaire", qui restreint l'accès aux congés payés et la durée hebdomadaire de travail, en est un signe...), inégalités multipliées dans l'exercice même du travail (travailler dans une grande maison / dans un petit appartement ; avec ou sans enfant à garder...), affaiblissement de la présence et de l'action syndicales, possibles rétrogradations dans la condition de la femme (qui se voit, même inconsciemment, retourner "à la maison", donc assurer le plus souvent la prise en charge des enfants et des tâches ménagères, alors que le travail "hors de la maison" - et la socialisation de cette prise en charge, à travers les crèches, la restauration collective, etc. - est un moyen fondamental de sa libération), autant de menaces qui pèseraient lourdement sur notre vie sociale et intime, si on laisse ce phénomène s'amplifier.

Dans la longue série des régressions auxquelles conduit systématiquement le régime capitaliste moribond, le « télétravail », derrière sa fausse apparence de modernité, pourrait bien être le retour du bon vieux « travail à domicile », qui, par exemple, permettait autrefois aux patrons de l'industrie textile de payer deux fois moins les ouvrières rémunérées « à la tâche » que leurs camarades ouvriers travaillant à l'usine...

Emmanuelle Kraemer

Le virus n'a pas achevé la répression contre les militants syndicaux !



La période de confinement a certes suspendu les opérations liées à la contre-réforme des retraites, mais toutes les mesures répressives prises depuis le mois de février, pour contrer le formidable mouvement de lutte des travailleurs, restent, elles, inscrites dans le marbre, et vont continuer à produire leurs effets sur les militants réprimés.

Pour rappel, donc…

- Le 4 février 2020, le Sénat a voté en première lecture une proposition de loi pour garantir un « service minimum » dans les transports en cas de grève ; proposition de loi qui permet également la réquisition de grévistes, s'inscrivant dans la vaste offensive de la classe dominante contre le droit de grève. Alors que ce projet s'expose au risque de censure par le Conseil Constitutionnel, Jean-Baptiste Djebbari, le secrétaire d'Etat chargé des transports, a surenchéri en annonçant le lancement d'une mission qui « portera sur les conditions d'un service minimum garanti dans les transports, mais également sur les préavis illimités et sur les grèves de très courte durée. »

Auparavant, fin janvier, la SNCF accordait aux salariés non-grévistes une prime exceptionnelle de 300 jusqu'à 1500 euros, tout en annonçant un « plan d'économie et des cessions pour remettre ses finances à flot et combler une partie des pertes dues à la grève, qui approchent le milliard d'euros »... Cette mesure discriminatoire est également illégale, au regard du Code du travail qui stipule « l'exercice du droit de grève […] ne peut donner lieu à aucune mesure discriminatoire […] notamment en matière de rémunérations et d'avantages sociaux. » La riposte conjointe de la CGT-Cheminots et de SUD-Rail, pour attaquer en justice la SNCF, ne doit pas nous faire oublier que l'Etat capitaliste ne se soucie nullement de respecter ses propres règles, quand il s'agit de mater un mouvement de contestation ouvrière…

- Fin février, les rassemblements contre les répressions syndicales en France se sont multipliés, à l'exemple du rassemblement de plusieurs centaines de manifestant-e-s devant le Tribunal d'Orléans, le 25 février, en soutien à deux électriciens ayant agi dans le cadre d'une action militante (décidée en AG) de coupure de courant ciblée (la galerie du centre commercial Place D'arc) ; ou le 27 février, à l'appel de la CGT et de Solidaires, devant le Conseil d'Etat pour soutenir Gérald Le Corre, inspecteur du travail et responsable des questions de santé au travail à la CGT de Seine-Maritime, exclu de deux instances interprofessionnelles à la demande du Ministère du Travail pour « non compatibilité entre son métier et le rôle de représentant CGT » (sic !) ; la vérité, c'est que Gérald Le Corre est puni pour avoir distribué des tracts « mettant en cause la responsabilité de l'Etat » après l'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen en septembre... Ces camarades sont en attente des suites de ces procédures judicières, ne l'oublions pas.

Cet accroissement de la répression tire son origine de la crise générale du capitalisme-impérialisme et de l'intensification des contradictions de ce mode de production. Pour limiter voire contrecarrer efficacement la baisse tendancielle du taux de profits, la bourgeoisie monopoliste n'a pas d'autres choix que d'accroitre ses profits en cassant les salaires, les conditions de travail et de vie, les services publics et les conquêtes sociales des travailleurs, ainsi qu'en partant à la conquête de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières. Pour contrer toute résistance contre ses décisions, le grand capital use de tous les moyens à sa disposition pour imposer des mesures allant dans le sens de ses propres intérêts : cela passe par de la manipulation médiatique grâce aux grands médias de masse, mais également par la censure et la casse des droits démocratiques conquis, comme le droit de grève ou encore la liberté d'expression.

Non seulement cela montre que la lutte des classes existe toujours, contrairement à ce qu'affirment certains pseudo-intellectuels, mais aussi qu'elle est le moteur de l'Histoire sociale, une Histoire qu'il nous appartient, à nous communistes, d'infléchir vers la victoire des prolétaires de tous les pays...

Vicken et Devillers



1er tour des élections municipales : la crise politique confirmée !

Le premier tour des Élections Municipales s'est déroulé le dimanche 15 mars 2020 dans les circonstances exceptionnelles de la pandémie de coronavirus.

Même si l'abstention a été influencée par les mesures de précaution prises, un certain nombre d'enseignements politiques peuvent être tirés de ce scrutin :

- Tout d'abord, non seulement la crise politique ne s'est pas amoindrie depuis l'élection de Macron, tâche qui lui avait été confiée par l'oligarchie financière et les monopoles, mais elle s'est aggravée : dès le début de la campagne électorale, bien avant tout confinement, les observateurs annonçaient une hausse prévisible de l'abstention. De fait, c'est bien le cadre politique qui, à cette occasion, est remis en cause par une partie de l'électorat ; ce que corrobore la faible participation des milieux populaires dans les quartiers et départements populaires.

- Le deuxième enseignement tiré concerne le fait que les élus sortants liés aux forces politiques traditionnelles (Républicains, Centristes, PS, EELV, PCF) confortent dans l'ensemble leurs positions, tandis que LFI n'arrive pas à s'imposer comme force majeure de la recomposition politique, dans le camp réformiste.

- Enfin le troisième enseignement, c'est la défaite électorale du parti gouvernemental : de l'échec de Buzyn à Paris, à celui de Collomb à Lyon, en passant par Philippe au Havre. Le fort courant de mécontentement et d'opposition à la politique de Macron, en matière de retraite, de santé, d'enseignement, etc., s'est bel et bien exprimé au travers de ce scrutin particulier.

Au-delà de ce moment électoral, et malgré la pandémie, le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle les travailleurs à ne pas se démobiliser dans la défense des retraites et des services publics.

Maurice Cukierman

Les élections aux Etats-Unis sous l'ombre du Covid-19

La question qu'ont dû se poser des millions d'Américains qui ont suivi le dimanche 15 mars dernier le débat télévisé entre les deux candidats à l'investiture démocrate, c'est pourquoi avoir maintenu ce débat, alors que les Etats-Unis vivent l'une des crises les plus graves de leur histoire. De bout en bout, l'exercice a semblé superflu, déplacé, et détaché de l'urgence que vivent l'Amérique et le monde.

La victoire aux primaires de l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, a été confirmée par le retrait de Bernie Sanders. L'émergence de Joe Biden comme favori du Parti Démocrate dans la course à la présidentielle était présentée comme une victoire des "modérés" sur les "progressistes". Par conséquent, la tâche apparaissait quasi impossible pour son rival, le sénateur du Vermont Bernie Sanders, qui se présentait comme un « socialiste ». Nous mettons des guillemets, car en réalité, les propositions de M. Sanders n'allaient pas plus loin que la mise en place d'une couverture santé universelle, une université publique gratuite ou encore un salaire minimum horaire à 15 dollars (13,3 euros). Son programme illustre son attachement au modèle et au mode de production capitalistes.

En matière économique, toutes les statistiques montrent sans équivoque une stagnation puis un déclin des salaires (surtout pour la main-d'œuvre non qualifiée) depuis la fin des années 1970. Une variété d'indicateurs révèle que le bien-être des Américains « ordinaires » a diminué au cours des quatre dernières décennies, cette paupérisation étant le signe de la crise généralisée qui touche le capitalisme à l'échelle mondiale. Mais nous n'oublions pas que s'ajoute une dimension raciste et sexiste à cette crise. Les masses populaires, en particulier les Afro-Américains et des Hispaniques, ne se sont jamais remises de la perte de leurs économies causée par l'arnaque des subprimes et de l'impact consécutif de la crise de 2008. La majorité de ceux qui vont travailler aujourd'hui, en prenant tous les risques d'être contaminés, seront toujours les mêmes, ceux qui n'auront pas de ressources nécessaires pour survivre en cas de licenciement ou de chômage partiel. Dès le début de la crise sanitaire, Trump était prêt à risquer la santé et la vie de millions de travailleurs afin de satisfaire Wall Street et la quête de profits maximaux du Capital américain.



La crise politique concerne bien sûr les élections à venir, qui seront peut-être perturbées pour cause d'épidémie.

À cela s'ajoute le fait que la crise augmente les risques de fascisation, risques qui vont au-delà du report des élections. En effet, le Ministère de la Justice envisagerait des dispositions sur l'état d'urgence qui mettraient fin au droit des personnes arrêtées de comparaître devant un juge, supprimant ainsi l'habeas corpus. N'importe qui pourrait être détenu indéfiniment sans procès, tant qu'il existe un état d'urgence. D'autres plans sont envisagés pour la mise en place d'un régime militaire et d'une loi martiale en cas d'effondrement de l'ordre de succession à la présidence...

Récemment, le président américain a signé le Cares Act, un plan d'aide de relance économique de plusieurs milliers de milliards de dollars. Il est évident que pour sauver les banques et ses monopoles, le grand capital trouvera et mettra sur la table l'argent nécessaire.

Reste à savoir si, dans cette situation de crise inédite, la bourgeoisie américaine misera toujours sur le populisme, ou sur l'alternance illusoire entre Démocrates et Républicains, ou si... l'émergence d'un vaste mouvement populaire aux Etats-Unis constituera les prémices d'un processus révolutionnaire qui seul sauverait durablement du marasme les prolétaires états-uniens...

JB

Turquie, OTAN, UE : Non aux agressions impérialistes ! Oui à la solidarité internationaliste entre prolétaires !

En ces temps difficiles de la propagation de l'épidémie du COVID-19 dans le monde entier, et avec le matraquage médiatique qui l'accompagne, il ne reste plus de place pour d'autres informations et actualités.



Des réfugiés syriens dans un camp en Grèce

On pourrait, par exemple, penser qu'il n'y a plus de guerre en Syrie, ni en Libye, tout comme il n'y a plus de crise migratoire. Place à « l'union sacrée » entre la bourgeoisie et le prolétariat « contre l'ennemi commun » ! Ces Etats impérialistes qui appellent à cette union, dont l'Etat français, sont au service de ces bourgeoisies, et n'hésitent pas à liquider les droits sociaux des travailleurs, pas seulement sur leur sol, mais en s'ingérant militairement et en agressant les travailleurs des autres pays. Car c'est cet impérialisme qui a semé le chaos dans les pays comme la Syrie et la Libye, où la guerre fait des ravages depuis presque dix ans. Et les problèmes auxquels ils sont confrontés sont beaucoup plus complexes et meurtriers que le confinement ou le virus !

Aujourd'hui, c'est la Turquie qui est l'avant-poste de l'agression contre la Syrie. Le grand capital turc est servi par le régime autoritaire et la politique impérialiste du président Erdogan et de son parti AKP, au pouvoir depuis 2003. Etant toujours membre de l'OTAN, l'impérialisme turc cherche à avoir sa place dans le partage du butin au niveau mondial, et mise sur l'étendue de son influence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

La République de Turquie, qui a été fondée après la lutte contre l'occupation impérialiste en 1923, agresse à son tour un autre Etat souverain qu'est la Syrie aujourd'hui. Le pouvoir politique turc, qui avait accusé tous les opposants d'être des espions américains ou des membres du réseau güleniste jusqu'à récemment, a maintenant lancé une diplomatie intensive pour obtenir le soutien des États-Unis et de l'OTAN, et a fait appel aux gouvernements occidentaux. Tout cela n'est pas un hasard. Il s'avère que la nouvelle étape de la politique du gouvernement turc en Syrie consiste à étendre la portée de la guerre et même à assurer une confrontation militaire claire entre l'OTAN et la Russie.

Indépendamment du fait que cela soit possible ou non, nous devons souligner que les tensions au sein du monde impérialiste se sont accentuées, au point que même la plus petite erreur peut devenir incontrôlable. Le fait qu'en Turquie, le gouvernement au pouvoir ait totalement perdu sa capacité de faire des estimations correctes, ne fait qu'augmenter le danger potentiel de l'impérialisme quel qu'il soit.

Nous savons très bien qu'au cours de l'histoire, les guerres ont été utilisées comme prétextes par les pouvoirs en place pour masquer le mécontentement à l'intérieur du pays et même pour le réprimer. Tout le fardeau des problèmes de l'économie de la Turquie repose sur les épaules du peuple. Le chômage est en augmentation, le coût de la vie devient insupportable.

L'approvisionnement en gaz des millions de foyers a été réduit en raison de factures inabordables. Cette guerre menée sur le sol de la Syrie ne fera que générer plus de pauvreté et un plus grand nombre de morts pour les peuples turc et syrien.

D'autre part, la Turquie cherche également à étendre son influence dans le conflit libyen. Le Parlement turc a approuvé la décision du gouvernement de fournir une assistance militaire aux "autorités" de la Libye. Le président turc Erdogan a déclaré que la Turquie fournirait toute l'assistance nécessaire. L'accord militaire signé avec le général Fayez Al Sarraj, une des parties belligérantes dans la guerre civile libyenne (la Libye n'ayant pas de gouvernement centralisé depuis le renversement de Khadafi en 2011), donne à la Turquie la possibilité d'être présente sur le territoire libyen. Il prévoit aussi la formation, par la Turquie, de cadres militaires et sécuritaires en Libye. Il prévoit enfin la fourniture par Ankara de toutes sortes d'armes à l'armée d'Al Sarraj.

Cela signifie essentiellement que la Turquie peut augmenter la taille de son contingent militaire en Libye tant qu'elle aura la force et les ressources pour le faire. Une telle décision des dirigeants turcs signifie le début de l'intervention en Libye, l'expansion de la Turquie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. De plus, les intérêts de la Turquie en Libye se heurtent aux intérêts d'autres pays impérialistes, y compris la Russie, les États-Unis et les pays européens. Bien sûr, il sera possible de négocier pacifiquement avec l'un de ces pays (comme, par exemple, après une série d'incidents en Syrie, la Turquie est parvenue à un accord avec la Fédération de Russie). Cependant, dans tous les cas, cela signifie une escalade des tensions au Moyen-Orient et en Afrique.

Aujourd'hui, les intérêts des plus grands pays impérialistes (Les États-Unis, la Russie, la Turquie, la Grande-Bretagne, la France et quelques autres...) s'affrontent en Syrie et en Libye. Au cours des 9 dernières années, l'intensité de la lutte n'a pas diminué, au contraire, les États impérialistes transfèrent de plus en plus de troupes dans cette région, notamment au Moyen Orient.

Toutes ces guerres sont à l'origine de la crise migratoire, et les flux les plus importants passent par la Turquie. Les vagues montantes de réfugiés doivent souvent faire face à la répression. L'invasion de la Turquie dans le nord de la Syrie, avec le soutien de l'OTAN, des États-Unis et de l'UE, ainsi que l'escalade de la confrontation militaire avec la Syrie et la Russie, augmentent non seulement le risque d'une guerre plus générale dans la région, mais aussi les flux de réfugiés déracinés qui se retrouvent piégés sur les îles ou aux frontières.

Les différents gouvernements européens ne remettent pas en question les politiques de l'UE et de l'OTAN, et le problème s'aggrave. Les réfugiés et les immigrants cherchent simplement de nouvelles voies d'évacuation et sont à la merci des trafiquants et des gouvernements jouant à divers jeux géopolitiques à leur détriment. Pris au piège de ses ambitions régionales et de leurs conséquences migratoires, Erdogan exige le soutien diplomatique de l'Union Européenne dans le conflit syrien, sous peine d'ouvrir les frontières afin de laisser les migrants continuer leur chemin en Europe, ce qui est considéré comme du chantage par la principale organisation inter-impérialiste européenne. La nouvelle présidente de la Commission européenne a affirmé son soutien au gouvernement grec, et a promis une aide de 700 millions d'euros fournie par les institutions de l'Union européenne et les Etats membres, ainsi qu'un renfort de Frontex, l'agence européenne de sécurité des frontières extérieures, n'hésitant pas à parler de "bouclier de l'Europe" s'agissant de la Grèce. La demande du gouvernement grec de la participation du corps européen de garde-frontières (Frontex), c'est-à-dire d'équipes militaires étrangères d'intervention rapide pour garder la frontière grecque, prend une direction dangereuse et cela compliquera la situation. Aucune solution n'a été apportée à ce jour par l'implication de l'OTAN et de Frontex dans la mer Égée. En fait, c'est tout le contraire qu'on observe.

L'UE, l'une des principales destinations de la migration, a transformé des pays comme la Grèce et la Turquie en prison pour réfugiés et demandeurs d'asile, avec les politiques qu'elle adopte et les accords qu'elle conclut. Certaines îles de la Grèce se sont transformées en camps de réfugiés. La Turquie, en raison de sa situation géographique, est à la fois un pays de transit et étant parfois la dernière destination, elle accueille des millions de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile. Certains sont de passage, mais tous tentent de survivre à l'intérieur des frontières de la Turquie.

De plus, avec l'explosion de l'épidémie du COVID-19 et les restrictions renforcées au niveau des frontières de l'UE et des Etats européens, les migrants se retrouvent bloqués en Turquie ou confinés dans les camps sur certaines îles grecques dans des conditions de vie déplorables et doivent en plus faire face à la répression policière voire militaire.

La présence de migrants et de réfugiés au sein de l'armée de réserve des chômeurs dans le monde entier donne l'occasion aux patrons de diviser davantage la classe ouvrière, de les employer dans des conditions exécrables et de baisser les salaires. Ils utilisent cette opportunité au maximum et provoquent les travailleurs les uns contre les autres, incitant à des pensées racistes et nationalistes. Ainsi, il devient plus facile pour la classe capitaliste de dissimuler les vraies raisons de la migration et les causes de l'exploitation.

Pourtant, l'exploitation, le chômage et la pauvreté croissante sont des problèmes communs à tous les travailleurs. La principale arme de la classe ouvrière contre les guerres impérialistes et les politiques anti-ouvrières qui créent et approfondissent ces problèmes, c'est la solidarité. Les migrants et les réfugiés sont les couches qui ont le plus besoin de solidarité de classe entre les travailleurs. La solidarité avec les travailleurs migrants et réfugiés, sans aucun compromis pour les incitations et les pensées nationalistes, est l'une des tâches les plus essentielles de la classe ouvrière et des organisations communistes.

Taras

Centenaire du Congrès de Tours de décembre 1920
Suite des interventions de Paul Vaillant-Couturier



Rappel : Dans notre précédent numéro d'*Intervention Communiste*, nous avons publié un premier extrait des échanges, au sein du Congrès de la SFIO, entre Paul Vaillant-Couturier et les opposants à l'adhésion à la IIIème Internationale communiste, les uns franchement à droite (le groupe de Léon Blum), les autres, au « centre », menés par Jean Longuet, et dont Vaillant-Couturier dénonce l'attitude d' « équilibristes » prétendant « *concilier les inconciliables* ».

Ci-dessous, la suite de ces échanges.

Vaillant-Couturier. - Tout à l'heure, on a parlé de fanatisme. Longuet parlait de ce fanatisme qui devait nous animer. Les camarades de droite doivent penser aussi que nous sommes des fanatiques... A parler franc, ce fanatisme se trouve aussi de votre côté, mais dans un autre sens. Car, tout en étant de ces gens qui se disent du juste milieu et qui veulent à tout prix rapprocher les extrêmes, vous apportez, dans votre attitude, une fièvre, une ardeur, une violence, qui se concilient parfaitement chez vous avec - pardonnez-moi d'employer ce terme - ce que vous appelez dans votre motion et ce que nous appelons aussi l'esprit petit-bourgeois qui, vous le reconnaîtrez, est passablement rageur.

Vous demandez la définition de cet esprit petit-bourgeois ? Longuet, dans sa motion, la demande ? Mais vous savez bien cependant que, dans les œuvres de Marx et de Engels, on retrouve à chaque pas la définition de cet esprit petit-bourgeois.

Cet esprit petit-bourgeois ? Il est dans votre scepticisme extrême, dans votre scepticisme lamentable d'éternels mécontents, qui décourage tout ce qui doit être encouragé et qui porte au défaitisme des hommes qui doivent se préparer à la victoire.

Quelle que soit la solution, en effet, quelle que soit la scission qui sortira de ce Congrès, nous aurons l'idée d'aller à la victoire. Alors, pourquoi chercher à nous décourager au seuil du combat ?

Je sais que nos camarades ne sont pas de ceux que l'on peut décourager facilement. Mais, Sembat, j'ai été profondément ému lorsque, avec toute l'autorité que vous gardez, vous avez fait appel ici à nos camarades. Vous avez rempli un rôle de Cassandre. Vous avez dit tous les dangers, tous les risques que pouvait faire courir la provocation du Gouvernement capitaliste.

Mais nous savons tout cela et nous y pensons gravement, croyez-le.

C'est parce que nous nous penchons avec angoisse sur ce demain qui prépare peut-être la mort des meilleurs d'entre nous, c'est pour cela que nous voulons maintenant avoir une direction unique dans notre Parti. Nous voulons marcher en rangs serrés et éviter cet opportunisme petit-bourgeois qui, à de certaines heures, quand la classe ouvrière se lance dans la bataille avec la force d'un élément, transforme les chefs, au moment décisif, en Ponce Pilate.

C'est autant pour éviter la révolution prématurée que pour faire la révolution qu'il nous faut cette unité d'action. Il ne faut pas que nous ayons à notre extrême-gauche des hommes qui se lanceront à corps perdu dans n'importe quelle aventure, or, certains seront capables de le faire tant qu'ils n'auront pas, dans ceux qui sont au Comité central, la confiance nécessaire. Il faut que ces derniers puissent leur dire : « Ce n'est pas le moment. En ce moment, les conditions économiques ne répondent pas à celles qu'il faut réunir pour entreprendre la Révolution. Calmez votre impatience. Nous n'éloignerons pas la révolution. Mais nous sommes en cantonnement d'alerte ; nous préparons les parallèles de combat ; nous creusons, nous piochons ; nous préparons la révolution ; nous ne nous sommes pas déséquipés. Ce que nous ne voulons pas, c'est que, par une de ces petites offensives de printemps, par sections ou par compagnies, le meilleur sang ouvrier coule en vain.

Sembat le sait, ce que Raymond Lefebvre et moi avons toujours demandé à nos camarades, c'est de bien comprendre quelle était notre pensée sur ce sujet.

Hier, on parlait de la défense nationale. Frossard rappelait quelle était la pensée intime de Raymond Lefebvre là-dessus. Je répète que nous avons toujours partagé sur la défense nationale le même point de vue, Raymond et moi.

Notre conception de la défense nationale a été exprimée dans son essentiel par notre ami Cachin et par notre ami Frossard. Nous comprenons que, au seuil de la guerre de 1914, une grave question de conscience ait pu se poser pour certains camarades. Le monde à ce moment était une soute à poudre ; chacun sentait bouillonner en France un ferment sentimental qui avait été entretenu par l'école, le ferment de la revanche de 1870. C'est là-dessus que l'on comptait pour entraîner les masses ; on espérait déclencher l'enthousiasme lorsqu'on dirait en France comme dans tous les pays, que la patrie était attaquée. Le calcul a réussi. Hommes, idées, tout a été emporté dans la débâcle.

La patrie a été attaquée en France, c'est vrai. La patrie a été attaquée en Allemagne, c'est vrai : elle a été attaquée par la Russie.

***Un Délégué* (à droite). -** Il faudrait vous entendre avec Clara Zetkin. (*Ndlr : Clara Zetkin était une des dirigeantes du Parti communiste d'Allemagne (KPD), fondatrice et présidente de l'Internationale socialiste - puis communiste - des femmes, et députée au Reichstag de 1920 à 1933, présente au Congrès de Tours comme représentante de la IIIème Internationale*).

Vaillant-Couturier. - Il est assez étrange que ce soit de ce côté-ci qu'on m'invite à me mettre d'accord avec Clara Zetkin. Clara Zetkin a condamné, comme nous les condamnons tous, les pratiques du militarisme capitaliste envahissant les provinces du Nord, faisant sauter les usines, broyant les cathédrales. Clara Zetkin a dit aussi, ce que nous pensons tous, qu'il y avait une responsabilité du côté de l'impérialisme allemand. Mais ces responsabilités sont lourdement partagées par tous les capitalistes du monde.

Aujourd'hui, nous nous trouvons en face d'un monde qui prépare une guerre nouvelle. Ce n'est un secret pour personne. Blum disait avant-hier que la défense nationale devait jouer pour tout socialiste lorsque son pays était attaqué, lorsqu'il subissait une agression nettement caractérisée de l'étranger.

Fort bien. J'admets votre point de vue, Blum. Quant à nous, nous estimons qu'il est difficile de savoir comment, dans le secret des grandes firmes industrielles, des trusts et des chancelleries, les guerres se préparent. Nous pensons qu'il est difficile de démêler exactement de quel côté viennent les volontés d'agression.

Mais, partisan de la défense nationale comme il l'est, je ne comprends plus - et j'espère qu'il me les expliquera - quelles sont les raisons de Blum ; je ne comprends pas qu'il ne couvre pas complètement les actes d'un gouvernement qui a 800 000 hommes sous les armes.

Je ne comprends pas, puisque l'éventualité d'une guerre peut se présenter, qu'il se refuse à voter les crédits de guerre pour répondre à l'agression possible. Sans doute, ce que je dis est une objection élémentaire à laquelle il sera facile de répondre. Mais, en tout cas, je m'étonne que votre doctrine de la défense nationale ne couvre pas toutes les dépenses engagées pour l'occupation de la rive gauche du Rhin, elle devrait justifier toutes les possibilités d'action dans n'importe quel pays, dans n'importe quelle colonie ...

Oh ! je sais bien que ce n'est pas ce que vous voulez. Je sais bien que les crédits que le gouvernement propose ne sont point ceux que vous proposeriez, que la constitution de 1'armée telle qu'elle est actuellement n'est pas celle que vous rêvez ; mais une question se pose …

Blum. - Vous venez de donner vous-même la réponse. C'est pour cela que je ne vote pas les crédits de guerre.

Vaillant- Couturier. - C'est insuffisant, Blum, car dans l'état actuel, vous pouvez toujours vous voir répondre que, malgré votre doctrine de défense nationale, vous mettez en balance votre volonté de défendre votre pays en tant que socialiste et votre préférence pour telle forme d'armée sur telle autre.

Blum. - Voulez-vous me permettre de vous répondre un mot qui n'engagera que mon sentiment personnel ? Je déclare que, s'il y avait une majorité socialiste au Parlement pour une organisation militaire qui fût celle que nous prévoyons, c'est-à-dire une organisation de milices se rapprochant de l'armement du peuple, je voterais les crédits nécessaires à l'entretien de cette milice.

Vaillant-Couturier. - Votre interruption m'apporte une transition nécessaire pour continuer l'exposé que je voulais faire, et vous le comprenez parfaitement. Vous vous placez dans l'hypothèse audacieuse de la conquête des pouvoirs publics une fois faite. Vous dites : « S'il y a une majorité socialiste au Parlement.» Quelle serait, en effet, la sanction de cette majorité ?

Blum. - Si cette formule : « Majorité socialiste au Parlement » est équivoque, j'avoue que, même si nous n'étions pas en majorité, je voterais les crédits nécessaires à l'entretien d'une milice nationale conçue sur nos vues. En ce qui me concerne, personnellement, je voterais une telle proposition.

Vaillant-Couturier. - En ce cas vous retombez dans votre contradiction. Du reste, nous avons fait ici assez d'hypothèses. Depuis hier soir, nous n'entendons qu'une série de prophéties plus ou moins vraisemblables. Plaçons-nous dans l'hypothèse de la conquête des pouvoirs publics opérée d'une façon ou d'une autre.

Dans cette hypothèse, il y a parfaitement une défense nationale, et nous sommes tous d'accord là-dessus. Une fois le pouvoir conquis par le prolétariat, une fois la dictature du prolétariat assurée, la question de défense de classe se pose pour nous, c'est-à-dire pour la masse entière, comme elle se pose à l'heure actuelle pour le capitalisme internationalement.

A ce moment-là, elle se pose tout simplement comme elle s'est posée pour nos camarades de Russie qui défendent la Révolution à la pointe de leurs baïonnettes. Nous ne sommes pas des pacifistes sentimentaux.

Longuet. - Nous non plus.

Vaillant-Couturier. - Je l'espère bien, mais permettez-moi de vous dire que, certaines de vos amitiés anglaises me font particulièrement incliner à craindre que vous ne soyez entraînés sur cette pente dangereuse, si excellent que soit votre tempérament révolutionnaire ...

Il faut se mettre en face des pires réalités. Il faut que nous nous disions qu'une révolution, comme celle qu'il s'agit de faire, entraînera des sacrifices très lourds. On vous parle de révolution magique qui changera tout du jour au lendemain. Pas du tout, il ne s'agit pas de changer le monde du jour au lendemain, ni de croire que la conquête des pouvoirs publics soit notre but unique. Il s'agit de tout autre chose. Il s'agit de faire de la transformation sociale, besogne énorme, le but vers lequel nous tendons. Mais nous savons aussi que ce qui a toujours été dans notre doctrine de tout temps, c'est l'urgence de la conquête du pouvoir. Je me rappelle un passage de Bracke préfaçant un livre de Jules Guesde. Il est parfaitement en accord avec ce que je dis ici : « *L'organisation du prolétariat en parti de classe pour la Révolution, c'est-à-dire pour son installation à la place de l'ennemi, est la condition sine qua non de son émancipation par lui-même. Le socialisme est là et n'est que là*. »

Nous allons moins loin.

Cette révolution sera un enfantement très douloureux. Ce sera pour chacun de vous, à l'intérieur du Parti, un travail non seulement de démolition. mais un travail de construction opéré dans le même temps. Il va falloir vous atteler cette fois-ci, sérieusement, non seulement à la propagande quotidienne nécessaire à notre Parti, mais aussi à l'étude des problèmes du lendemain de la Révolution.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

ПРОЛЕТАРИИ ВСЕХ СТРАН, СОЕДИНЯЙТЕСЬ!

150ÈME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE LÉNINE

En avril 2020, l'humanité célèbre l'homme qui a bouleversé la société bourgeoise au début du XX[ème] siècle en créant en 1917 le premier Etat socialiste du monde, la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie qui est à l'origine de la création, en 1922, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Cet homme est né en 1870 à Simbirsk, aujourd'hui Oulianovsk, une ville située à près de 1000 kilomètres à l'est de Moscou près du grand fleuve la Volga. Son nom est Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine.





La jeunesse

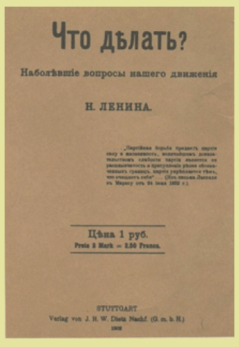
Le jeune Vladimir Ilitch Oulianov fait à Simbirsk des études secondaires brillantes couronnées d'une médaille d'or (plus importante récompense scolaire en usage en Russie) ; puis il étudie à l'université de Saint-Pétersbourg, où il obtient un diplôme en droit. Il s'intéresse aussi aux questions sociales et devient rapidement un grand connaisseur des écrits de Karl Marx.





Les idées progressistes, favorables à l'émancipation de la classe ouvrière, qu'il défend, ne plaisent pas au régime autocratique tsariste, qui l'exile à Chouchenskoïe près de Krasnoyarsk en Sibérie orientale. C'est à cette époque qu'il épouse Nadia Krupskaïa. Il quitte ensuite la Russie pour voyager en Allemagne, en Angleterre et en Suisse, et son autorité politique grandit dans les milieux révolutionnaires internationaux. Bientôt, il est connu sous le pseudonyme de Lénine, « l'homme de la Lena », fleuve sibérien.

La mise en place des conditions d'une révolution



A partir 1893, Lénine publie ses premiers ouvrages. En 1900, il participe à la création du journal « *Iskra* » (L'étincelle) appelé à jouer *un rôle décisif dans la fondation du parti prolétarien des marxistes révolutionnaires de Russie* [Albert Nénarokov 1917 en Russie –Eds du Progrès - Moscou - 1977]. Lénine signe le premier éditorial de *l'Iskra.* Il en reste pendant trois ans le principal responsable de sa rédaction et de sa diffusion. En 1902, Lénine écrit l'un de ses livres majeurs : « *Que faire ?* ». En 1903, lors du deuxième congrès du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie, Lénine prend la direction de la majorité bolchévique et il cesse sa collaboration avec *l'Iskra* qui passe entre les mains de minoritaires du POSDR, les menchéviks. Fin 1904-début 1905, Lénine publie un journal bolchevik : "*En avant*". En 1905, la Russie, qui mène depuis l'année précédente une guerre désastreuse contre le Japon, connait une révolution populaire qui est victime d'une immense répression. La même année, la mutinerie des marins du cuirassé Potemkine marque pour toujours l'histoire de la Russie. Rapidement, le régime tsariste, qui avait fait quelques concessions démocratiques, reprend une forme autocratique. C'est aussi en 1905 que sont créés les premiers soviets, ces conseils ouvriers qui vont se mettre en place dans toute la Russie. Lénine, qui est rentré clandestinement à Saint Pétersbourg, s'attache, depuis la capitale tsariste, à organiser les forces progressistes russes. La police politique du Tsar le traque et il doit à nouveau s'exiler en 1907.

Les années d'exil

Lénine séjourne successivement dans plusieurs pays, la Finlande, la Suède, l'Allemagne et la Suisse, avant de s'installer en 1908 en France (notamment à Paris, à Bombon en Seine et Marne et à Longjumeau dans l'ex-Seine et Oise). Il y étudie les ouvrages de grands penseurs, poursuit l'écriture de ses livres, rencontre des révolutionnaires de multiples pays et participe activement à la vie du POSDR notamment en formant de futurs cadres politiques. Dans un texte écrit en 1910, *Les enseignements de la Révolution*, Lénine tire les leçons de l'échec des révolutionnaires de 1905 : « *Il ne saurait y avoir de liberté en Russie, tant que les grandes masses du peuple font confiance aux libéraux, croient à la possibilité d'une "paix" avec le pouvoir tsariste, et se tiennent à l'écart de la lutte révolutionnaire des ouvriers. Aucune force au monde n'empêchera l'avènement de la liberté en Russie, quand la masse du prolétariat des villes se dressera pour la lutte, refoulera les libéraux hésitants et traîtres, entraînera derrière elle les ouvriers des campagnes et la paysannerie ruinée* ».





En 1912, Lénine décide de quitter le POSDR pour créer un parti autonome : le Parti Communiste Bolchevique. La même année sort de presse le premier numéro de son troisième journal : *la Pravda*.

La Première guerre mondiale et la Révolution de 1917

Pendant les années qui précèdent 1917, Lénine séjourne dans plusieurs pays de l'Europe centrale et en Suisse. Il y organise le parti et écrit de nouveaux textes politiques. Jean Sanitas, notre ancien directeur d'*Intervention Communiste,* nous rappelle dans son ouvrage « *Lénine en Octobre* » que Lénine explique que *« la guerre qui oppose depuis 1914 L'Allemagne, l'Autriche, la Turquie d'une part et la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, La Roumanie, Les Etats-Unis d'autre part, est une guerre entre impérialistes rivaux pour le partage du monde et non pour la défense de la patrie ou de quelconques valeurs morales* ».

Début 1917, les grandes différences existant entre les paysans propriétaires (les koulaks) et la paysannerie sans-terre, les difficiles conditions ouvrières, la mort de dizaines de milliers de soldats dans la guerre contre l'Allemagne, poussent le peuple à la révolution contre Nicolas II. Celui qui écrasa la révolution de 1905 est, après les émeutes et grèves du mois de février, contraint à l'abdication le 3 mars 1917. Nicolas II, son épouse, Alexandra Fiodorovna, et leurs cinq enfants sont alors placés en détention. Un gouvernement bourgeois, dirigé par Georges Lvov puis par Alexandre Kerenski, est alors mis en place à Moscou.

En octobre 1917, ce gouvernement est renversé par un nouveau soulèvement révolutionnaire, organisé par Lénine. Le gouvernement menchevique de Kerenski est remplacé par un gouvernement bolchevique. C'est la naissance du premier Etat socialiste qui, en 1922, prendra le nom d'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

En 1924, Lénine disparaît, mais laisse aux prolétaires du monde entier un exemple et des armes politiques qui leur permettront de construire une société communiste.





Christian Lohyn

Iconographie : Photos d'archives, « *Lénine en Octobre* » de Jean Sanitas et Antonio Parras Eds Dargaud, « *1917 en Russie »* d'Albert Nenarokov, Eds du Progrès, sites internet divers.



Pour nous écrire :
Les Amis d'Oulianov
B.P.40084
75862 Paris
cedex 18

Prix au numéro : 2 euros

COMMISSION PARITAIRE N°1022
P 11172 jusqu'au
31.10.2022
N° ISSN-12-59-9050
EDITE PAR LE PCRF.
Parti Communiste révolutionnaire de France
Imprimerie WAGRAM EDITIONS
37 Avenue Gabriel Péri, 95870 BEZONS

Consultez notre site
www.pcrf-ic.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 AN .....= 20 €
Privés d'emploi et étudiants 10 €
Abonnement de soutien à partir de 30 € et plus

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse.....
.....
.....
Code postal .....
Ville.....
Chèque à l'ordre de M.N. Démaret mandataire financière du PCRF,
à envoyer aux Amis d'Oulianov,
B.P 40084
75862 PARIS CEDEX 18

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Etienne Mouren
DIRECTEUR POLITIQUE
Emmanuelle Kraemer
Rédacteur en chef
Philippe Touchet

IC N° 157 Mars Avril 2020